

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité



Carghjese

— CASA CUMUNA —

Décision du Maire prise en vertu de la délégation du Conseil municipal établie par délibération en date du 6 juin 2020, sur le fondement de l'article L. 2122-22 du CGCT.

Objet de la décision : Avenant n°1 lot 2 « Menuiserie » marché aménagement d'un théâtre de verdure à Cargèse.

Le Maire de Cargèse,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

Vu la délibération du Conseil municipal n°2020/17 en date du 6 juin 2020 chargeant par délégation le Maire, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu l'inscription au budget des crédits nécessaires au paiement des prestations à réaliser ;

Considérant que le marché cité en objet a été attribué à l'entreprise PETRE E LEGNE ;

Considérant que le montant du marché initial est de 85 388 euros HT ;

Considérant que des prestations supplémentaires, non prévues au sein du marché, doivent être réalisées, et portent sur un ajustement de la scène par une réhausse via un supplément en bois IPE sous la partie arrondie ; et que le montant desdites prestations est de 9 000 euros HT ;

Considérant que conformément à l'article R. 2194-8 du Code de la commande publique, un marché de travaux peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 15 % du montant du marché initial, ce qui est le cas en l'espèce ;

DÉCIDE

Article 1 : Un avenant d'un montant de 9 000 euros HT est conclu avec l'entreprise PETRE E LEGNE, titulaire du marché correspondant au lot 2 « Menuiserie » de l'opération liée à l'aménagement d'un théâtre de verdure, faisant ainsi passer le montant global dudit marché à hauteur de 94 388 euros HT ; 103 826, 80 euros TTC.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil municipal et figurera au recueil des décisions.

Article 3 : Le comptable public de la collectivité est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Bastia, ou sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et de sa réception par le représentant de l'Etat. Ce recours contentieux peut être précédé d'un recours administratif adressé dans les mêmes conditions de délais. En cas de recours administratif préalable, le délai de recours contentieux est prorogé.

Article 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud, à Monsieur le comptable public de la collectivité.

Fait à Cargèse, le 28 février 2023.

Le Maire,
François GARIDACCI

